

6ème CONFERENCE GENERALE
Comité préparatoire

18 février 1999

Chers confrères,

Dans la lettre de convocation de la prochaine Conférence Générale (27 décembre 1998), l'objectif de la Conférence ainsi que sa date et son déroulement s'avèrent clairement indiqués. Le comité préparatoire vous invite alors tous à participer à sa préparation. Ici suit un texte sur Economie et Règne de Dieu, auquel est joint un questionnaire. Ce texte est adressé à tous les confrères ; par conséquent tous sont invités à le lire, à y réfléchir et à répondre au questionnaire.

Chaque communauté enverra ses réponses à la Commission Justice & Paix de sa Province ou Région ou à l'équivalent, laquelle réduira tout en un seul texte à remettre au Gouvernement Général à Rome avant le 30 septembre 1999. Les Réponses doivent être envoyées écrites en une de ces langues : anglais, français, italien, espagnol, portugais. Avec ces réponses, un *Instrumentum Laboris* sera élaboré pour la Conférence Générale.

Dans l'attente de recevoir vos réponses, nous vous souhaitons de fructueuses réflexions. Nous vous rappelons de ne pas oublier la Conférence dans vos prières, pour qu'elle puisse porter des fruits bénéfiques à la Congrégation, à l'Eglise et au Monde.

Avec tous nos meilleurs vœux,

Angelo Cavagna (IS), Peter Sanders (CA), Nestor Eckert (BM)

Questionnaire

1. Après la lecture du texte, quelles sont vos réactions devant cette réalité économique néolibérale: sentiments, comportements, choix?
2. Quelle est la position de votre communauté religieuse, devant cette réalité?
3. Quels sont vos sentiments et vos idées concernant le voeu de pauvreté et le style de vie comme « partage », « solidarité », « gratuité », « détachement des biens », « option pour les pauvres »?
4. Quest-ce qu'on fait déjà dans votre province/région religieuse pour changer le système économique néolibéral?
5. Quest-ce que vous pouvez encore faire (des suggestions et actions concrètes) pour vous améliorer vous-même?
6. pour améliorer la communauté?
7.pour améliorer la Congregation?
- 8..... pour améliorer la société? En particulier, quels mouvements doivent être promus?
9. ... pour améliorer la politique locale et internationale afin qu'elle ait un impact sur les structures économiques?
10. Avez-vous des suggestions, des réflexions ou des aspects à souligner sur le thème de la Conference Générale?

CONFÉRENCE GÉNÉRALE - RECIFE - du 16 au 26 mai 2000

ÉCONOMIE ET ROYAUME DE DIEU

(Lecture préliminaire en préparation à la Conférence Générale sur Économie et Royaume de Dieu)

INTRODUCTION

Le sujet "Économie et Royaume de Dieu" est très complexe et peut se présenter de manière différente et hétérogène. L'économie, comme activité des êtres humains rassemblés en groupes dans leur intervention sur la nature, dans la recherche des biens et des services, pour se maintenir en vie sur la terre, présente des caractéristiques très différentes, en fonction du milieu naturel et de la réalité socio-culturelle des groupes humains .

De même, l'idée de Royaume de Dieu contient des caractéristiques le plus diverses.

Pour stimuler notre réflexion et, en même temps, procéder de manière ordonnée, on décide d'affronter l'économie caractérisée par le néolibéralisme dans un milieu marqué par la mondialisation.

Conformément à un autre principe méthodologique adopté, l'économie et le Royaume de Dieu ne s'excluent pas mutuellement. Bien au contraire, ce sont des réalités essentiellement interdépendantes. Le Royaume de Dieu se construit dans la vie concrète des hommes. Il n'est pas quelque chose séparé de la vie et de l'action humaines.

Concrètement, on examine une dimension de l'être et de l'agir humain: la dimension économique. On ne pense pas à la pauvreté et à la richesse comme à des catégories abstraites. On pense en tant qu'hommes, comme des personnes concrètes qui sont pauvres ou devenue pauvres et comme des personnes riches, capables de prendre des décisions. C'est une réalité concrète, et ces personnes sont des citoyens du Royaume de Dieu.

Le sujet Économie et Royaume de Dieu, dans l'optique du néolibéralisme et de la mondialisation semble être le problème le plus crucial qui se pose aujourd'hui à notre vie religieuse, dans cette fin de siècle. Si à la fin du XIXe siècle, le P. Dehon a fait l'expérience des conséquences de l'évolution industrielle, nuisibles, en particulier à la cause ouvrière, il semble que le problème qui se pose aujourd'hui et qui exige de notre part des dispositions concrètes soit le néolibéralisme et la mondialisation. Si nous voulons être cohérents et fidèles au charisme nous ne pouvons pas rester indifférents devant la situation de nos frères et soeurs, victimes de "l'horreur économique" (Viviane FORRESTER) de notre temps.

Il se peut que l'on ne se rende pas compte de tout ce qui est en train d'arriver autour de nous. Si c'était le cas, nous aussi serions des victimes. Pourtant comme religieux nous sommes appelés à être des protagonistes, des constructeurs conscients de l'histoire.

I - QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

1.1 - Produits NIKE

Pratiquement, dans quelle partie du monde que nous allons, nous trouvons des individus qui utilisent des produits NIKE. Comment est-il possible? Quelle est la raison pour laquelle les coûts de leur production sont bas au point de permettre à beaucoup de gens d'acheter le produit partout? Qui sont et où vivent les gens qui produisent les produits de cette marque? Comment sont-ils payés?

Les étudiants en théologie en Afrique font leur “footing” avec des chaussures et l'équipement NIKE. Les adolescents des villes du Brésil et les jeunes paysans Mexicains portent et utilisent les mêmes produits.

1.2 - Cinéma

Il fut une époque où le cinéma était un symbole bien défini et presque parfait de l'art. Aujourd'hui, quand nous assistons à un film, que regardons-nous? Quel genre de produit sommes-nous en train de consommer et à quel coût? On produit des films pour en avoir un revenu commercial. Et une idéologie est diffusé très subtilement.

1.3 - Sport

Peut-être, aujourd'hui, un des exemples les plus classiques de l'intérêt économique et commercial géré par le libéralisme et la mondialisation est le sport. Nous en avons eu un exemple illustre dans la dernière édition de la Coupe du Monde, en France, où l'équipe française était formée de plusieurs joueurs non français de naissance. C'était une équipe presque mondiale. Au terme du dernier match, gagné par les Français, les athlètes, prêts à la fête, par dessus leur maillot français ont mis le tricot de la multinationale allemande ADIDAS.

Comment réagissons-nous devant cette situation? Est-ce que le nationalisme français entrera en crise en subissant le phénomène de la mondialisation? Avec quels intérêts?

Avec le basket, le football est aujourd'hui un des grands marchés. C'est un commerce immense qui engage des valeurs financières presque incommensurables.

1.4 - Le cas des bananes

Pour beaucoup de pays, la banane est un produit d'exportation. Pour cela, le produit est traité avec des produits chimiques pour être présentable. Si, par exemple, les bananes d'Afrique arrivent vers un pays, la concurrence est suffisamment forte pour faire croire que c'est un produit dangereux, uniquement à cause de son origine.

1.5 - Date de validité des produits

Sur l'emballage des produits alimentaires nous trouvons le jour, le mois, l'année et l'heure exacte (exprimée en minutes et secondes) pour leur consommation. La nature est-elle si précise? N'est-ce pas dû plutôt à la nécessité de réglementer minutieusement le stockage, en sorte que, une fois dépassée la date fixée, les produits doivent être détruits ou, dans certains cas, puissent être consommés par des pauvres protégés par des organisations caritatives? Ces consommateurs seraient-ils immunisés contre des problèmes qui pourraient surgir après la consommation des produits dont la date de validité est périmée?

2 - VOCABULAIRE

Nous présentons quelques termes généraux d'économie, dans le but de parvenir à leur compréhension plus uniforme, pour faciliter la discussion.

2.1 - Economie: production et prestation de services

Nous pouvons définir l'économie comme une science qui s'occupe de l'étude et des activités de l'être humain, en cherchant des choses matérielles dont l'homme a besoin pour vivre sur la terre, et en cherchant comment celles-ci sont produites, échangées (commercialisées) et consommées.

Tous les êtres humains éprouvent certains besoins. Ce sont des besoins humains élémentaires: alimentation, vêtements, habitation, santé et hygiène, éducation, transports, temps libre. Normalement, quelques-uns de ces besoins sont primaires ou "instinctifs", c'est-à-dire il y n'a pas d'autre solution que de les satisfaire. S'ils ne sont pas satisfaits, au moins à un degré minimum, l'être humain ne survit pas. C'est par exemple, le cas des besoins de l'alimentation, de la santé et, dans certaines situations, des vêtements. D'autres besoins sont plutôt typiquement sociaux. Cela veut dire qu'ils viennent du fait que la société dans laquelle une personne est insérée a fixé des façons de s'organiser, qu'elle a un certain style de vie, de conduite, correspondant à sa culture.

Vivant en société, les êtres humains agissent sur la NATURE, en la transformant, pour atteindre, par cette transformation, ce qui est nécessaire et ce qui convient pour satisfaire leurs besoins. Parfois, il suffit de recueillir dans la nature certains biens, que celle-ci met à leur disposition, sans les transformer (fruits, feuilles, tubercules, tiges, racines, rayons de miel, petits animaux). Cependant, le plus souvent il faut un minimum de transformation des biens. Et c'est ici que fait son apparition le phénomène de la PRODUCTION.

2.1.1-PRODUCTION

PRODUIRE peut signifier: transformer, donner une autre forme aux biens déterminés à travers l'intervention de l'homme, pour qu'ils acquièrent, par cette intervention de l'homme, par cette transformation, la capacité de satisfaire des besoins qu'ils n'ont pas naturellement d'eux-mêmes. Par exemple, quand nous nettoignons, pelons, salons et cuisinons une pomme de terre, nous opérons une transformation de celle-ci (de la pomme de terre crue). Nous produisons un aliment. Ou bien, quand nous coupons un arbre et en tirons des planches minces que nous utilisons, à leur tour, pour faire des tables et des chaises, nous transformons un arbre. Nous produisons des sièges et nous satisfaisons des exigences sociales.

Mais, pour obtenir cette transformation, nous avons besoin d'instruments et de connaissance, nous devons savoir comment faire cette transformation. Nous devons savoir comment produire. Nous pouvons appeler cette habileté "connaissance technique" (know-how =savoir comment). Nous pouvons appeler cette connaissance qui est incorporée dans les équipements, dans les machines, dans les instruments de transformation des biens, technologie. La présence humaine sera donc toujours nécessaire pour que la transformation des biens soit faite d'une manière qui leur permette d'acquérir la capacité de satisfaire les besoins de l'être humain.

C'est pourquoi pour comprendre l'économie, nous pouvons poser quelques questions et tenter de trouver des réponses. Par exemple, produire: quoi, combien? comment? où? quand? POUR QUI?

La dernière question, "produire pour qui?" est la plus importante et décisive dans une économie. Les biens n'ont qu'une seule raison d'exister: s'ils existent c'est pour satisfaire les besoins, les désirs et les aspirations des êtres humains qui vivent en société.

Dans le langage économique, quand on a la réponse à la question "produire POUR qui" cela porte le nom du MARCHÉ CONSOMMATEUR. Cela veut dire, que ce sont les gens qui effectivement consomment (achètent) les produits mis à disposition sur le MARCHÉ.

Encore, par rapport à l'économie, nous pouvons dire qu'il y a fondamentalement deux types d'économie: économie de subsistance et économie de marché.

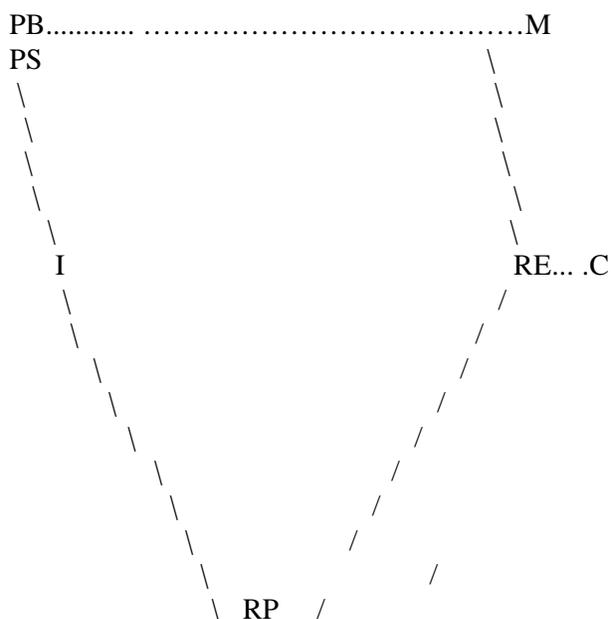
2.1.2 - Prestation de services.

D'autre part, il est fondamental de considérer que se l'économie se base énormément sur la prestation de services et beaucoup moins sur la production des biens. Il semble que de plus en plus, un grand nombre de gens trouvent de l'occupation en travaillant dans les services et non pas dans la production des biens.

Nous présentons ici un petit schéma, en tâchant d'illustrer comment se met en place et comment fonctionne ce circuit d'économie, dans un modèle d'économie typiquement capitaliste et libéral. Un schéma est toujours une généralisation et n'a d'autre fonction que celle de résumer et de montrer une situation déterminée. C'est pourquoi une petite explication du schéma s'impose.

En synthèse, nous pouvons dire que, dans ce schéma implique les idées suivantes:

PB = Production des biens	C = Consommation
PS = Prestation de services	RP = Épargne
M = Marché	I = Investissement
RE = Revenu	



Pour comprendre le circuit, nous pouvons commencer en disant que les êtres humains, en vivant en société, présentent des besoins et tâchent de les satisfaire au moyen de la PRODUCTION DES BIENS (PB). Nous sommes dans une économie de marché. Ces biens sont donc mis sur le MARCHÉ, pour qu'ils soient consommés par celui qui en a besoin et ne les a pas. Les services fournis peuvent être entendus comme travail, comme service, comme des activités que l'on place sur le marché. En échange des biens produits ou des services fournis, mis sur le marché, nous percevons un Revenu. Ce qui veut dire, les gens qui consomment des biens, les paient; les gens qui profitent des services fournis, les paient. Celui qui a produit des biens et fournis des services reçoit une rétribution. "Grosso modo", nous pouvons dire que celle-ci est son Revenu.

Que font les gens de leur revenu? Une bonne partie de celui-ci est consommée, va pour la CONSOMMATION (C). Cela signifie que les gens achètent de la nourriture et la consomment, les gens achètent des vêtements, paient le loyer, l'électricité, le téléphone, l'eau, les combustibles, etc. Ce qui signifie qu'une partie de l'argent qu'une personne a reçu à la fin du mois comme salaire (revenu), disparaît. Une partie de ce revenu est consommée. Ce sont ses dépenses pour se maintenir en vie.

À la fin du mois, une fois payées toutes les dépenses et les dettes, s'il restait une partie de revenu, la personne peut décider quoi en faire. Elle peut la mettre de côté pour l'utiliser plus tard. Et cela s'appelle ÉPARGNE. La personne conserve l'argent qui reste, elle le dépose dans une institution bancaire ou elle le prête à d'autres gens, pour une certaine période de temps. Elle accumule plus

d'argent. Quand elle pense qu'il y a suffisamment d'argent, elle le destine à la production d'autres biens ou pour une amélioration dans la prestation des services. C'est l'INVESTISSEMENT. Si une personne veut investir immédiatement sans passer par l'épargne, elle peut le faire. Il arrive que cette personne n'a pas toujours l'argent suffisant pour un investissement qu'elle veut faire. En mettant cet argent dans l'épargne qui sera utilisée par d'autres gens pendant la période de placement, elle obtient une petite augmentation de son argent sans rien faire. Ce sont les applications du capital. Ceci est vraiment possible dans un capitalisme de l'argent. Qui a de l'argent aura plus d'argent. Qui n'a pas d'argent, ne réussira pas à en avoir. Et s'il veut utiliser l'argent de quelqu'un d'autre qui a épargné, il devra payer pour cela avec de l'argent. Ce sont les intérêts en échange du prêt. Un des grands problèmes, aujourd'hui, dans le domaine de l'économie, concerne le but de l'activité économique: produire pour quelle fin? produire des richesses dans quel but?

Le capitalisme financier (de l'argent) qui est à la base de beaucoup de décisions politiques et économiques, peut donner des réponses qui n'ont pas l'être humain au centre de leurs préoccupations.

2.2 - *Le marché: l'offre et la demande*

Pour présenter ce terme, prenons le "Dictionnaire d'administration et finances" de Paolo SANDRONI,

Dans son sens général, le terme "marché" se réfère à un groupe d'acheteurs et de vendeurs qui sont en contact suffisamment proche pour que les échanges entre eux créent aussi pour les autres des conditions d'achat et de vente. Le marché existe quand des acheteurs, qui veulent échanger l'argent contre des biens et des services, sont en contact avec des vendeurs de ces mêmes biens et services. C'est pourquoi nous pouvons voir le marché comme un endroit, théorique ou pas, de la rencontre régulière entre acheteurs et vendeurs dans une économie déterminée. Concrètement, le marché est formé de l'ensemble des institutions où se réalisent des transactions commerciales (foires, magasins, bourses de valeurs ou de marchandises, etc). Cependant le marché s'exprime surtout par la manière selon laquelle s'organisent les échanges, effectués dans un univers déterminé, par des individus, des entreprises et des gouvernements.

L'offre représente le volume total d'une marchandise déterminée que les producteurs (ou vendeurs) sont disposés à vendre à un prix déterminé. Elle a tendance à être directement proportionnelle au prix obtenu sur le marché. En général, plus le prix est élevé plus la quantité offerte est grande; en effet, les prix les plus élevés offrent une marge plus élevée de gain.

La demande représente le côté des acheteurs (ou consommateurs) dont la réaction tend à être inverse: plus haut est le prix, moins ils seront disposés à acheter.

L'offre et la demande agissent ainsi, par rapport aux prix, en directions opposées. Théoriquement, l'équilibre serait atteint quand, à un prix déterminé, les quantités des biens et des services recherchés seraient égales à celles qui sont offertes.

A ce point se pose la question de la capacité des acheteurs, d'une part et des vendeurs, d'autre part, d'influer sur le prix. Cela porte à un classement des marchés aux extrémités duquel se trouvent la concurrence parfaite (supposée par l'économie classique) et le monopole.

2.2.1 - *Marché ouvert (open market)*

C'est le marché sur lequel la banque centrale de chaque nation règle le flux de la monnaie en achetant, ou en vendant ses titres (titres de dette publique). Quand il y a beaucoup d'argent en circulation, la banque centrale "assèche" le marché en vendant des titres du Trésor National; quand le contraire se produit, elle achète ces titres. Les opérations se font par l'intermédiaire des institutions financières. L'"open" travaille avec grande souplesse et sans limitations: vendeurs et acheteurs n'ont pas besoin d'être présents dans la même enceinte pour que s'effectuent les transactions réalisées, en général,

par téléphone.

2.2.2. - *Marchés des Capitaux*

Tout le réseau des bourses de valeurs et des institutions financières (banques, compagnies d'investissement et d'assurance) qui opère par l'achat-vente des papiers (actions, titres de dette en général) à long terme, a pour fonction de drainer l'épargne de la société vers le commerce, l'industrie et d'autres activités économiques, et vers le gouvernement lui-même.

Les pays capitalistes plus développés possèdent des marchés de capitaux forts et dynamiques. La faiblesse de ces marchés dans les pays sous-développé rend difficile la formation de l'épargne, constitue un obstacle sérieux au développement et contraint ces pays à recourir aux marchés de capitaux internationaux, qui ont leur siège auprès des grandes puissances centrales.

2.2.3 - *Marché des produits de base ("commodities")*

Ce sont des centres financiers où sont commercialisés les "commodities" (produits de base de grande importance économique comme coton, soja, et minéraux de fer). Les produits de base étant de grande importance dans le commerce international, leurs prix finissent par être dictés (fixés) en cotations des principaux marchés: Londres, New York et Chicago. La plupart des transactions sont réalisées à terme, ce qui signifie que l'on décide le prix à payer et la remise de la marchandise dans le futur.

2.2.4 - *Marché des euromonnaies*

C'est un marché international sur lequel la monnaie des pays le plus développés du point de vue économique et financier est prêtée par les banques de ces mêmes pays. Quoique ce marché soit appelé marché des euromonnaies, il ne se limite pas à la monnaie des pays européens ou à ses centres financiers.

Le marché des euromonnaies a commencé, comme le marché d'eurodollars, à la fin des années cinquante, en raison des déficits commerciaux nord-américains qui faisaient inonder de dollars les pays européens. Les euromonnaies sont prêtées pour des périodes variables, pouvant aller jusqu'à 7 ans mais l'échéance habituelle se situe à une période de 12 mois.

Pendant la crise du pétrole, de 1973 à 1974, les pays importateurs de pétrole (le Brésil, en particulier), ont fait des grands emprunts sur ce marché pour contenir le déficit de leur balance des paiements; en même temps le marché a été le principal élément de recyclage des ressources obtenues à cette époque grâce aux gains commerciaux extraordinaires (superavits) des pays fondateurs de l'organisation des Pays Exportateurs de Pétrole - OPEP.

2.2.5 - *Marché de monnaie étrangère*

Ce sont des centres financiers où on commercialise des monnaies d'autres pays (devises) dont les transactions déterminent les cotations journalières de certaines monnaies par rapport aux autres. Dans quelques pays, comme par exemple au Brésil, l'achat et la vente des monnaies étrangères est monopole du gouvernement par l'intermédiaire de la Banque du Brésil.

2.2.6 - *Marché financier*

C'est l'ensemble formé par le marché monétaire (le secteur du marché financier qui travaille à court terme) et du marché des capitaux (cf. n° 2.3). Il comprend toutes les transactions de monnaies et

de titres, et les institutions qui le reçoivent: banque centrale, caisses économiques, banques provinciales, banques commerciales et d'investissement, en plus de la bourse des valeurs.

2.2.7 - *Marché parallèle*

Marché de titres (de crédit) dont les transactions ne sont pas réglementées ou fiscalisées par le gouvernement ou des institutions financières créancières. Il s'agit d'une espèce de marché noir, avec la différence qu'il est toléré par les autorités tant qu'il ne dépasse pas certaines limites.

2.2.8-CATS

Initiales du sigle anglais *Certificate of Accrual on Treasury Securities* (Certificat de l'accroissement sur les bons du Trésor). Il s'agit des émissions du Trésor américain vendues avec une grande remise par rapport à la valeur imprimée, sans coupons ni intérêts. Le rendement de ces titres est perçu à l'échéance lorsque leur propriétaire reçoit la valeur imprimée. Les *CATS* ne peuvent pas être remboursés avant leur échéance. Ce sont des titres qui conviennent pour un placement à long terme, comme par exemple des titres émis dans le cadre des plans des retraites.

2.3 - **Systèmes économiques**

2.3.1 - *Notion de système économique*

Chaque société doit décider quel type et quelle quantité de biens et de services elle devra produire, où et comment ces biens et services seront produits et distribués, aussi bien en tant que consommations alternatives (consommation, et investissement privé ou public), qu'entre divers individus ou groupes. Les différentes sociétés ont des manières différentes d'accomplir ces tâches. Les façons de résoudre ces problèmes constituent, en un certain sens, les systèmes économiques.

2.3.2 - *Economie de marché capitaliste pure*

Ce système idéal n'a jamais existé. Il est annoncé comme un modèle d'efficacité économique et un paramètre avec lequel on doit évaluer l'efficacité des économies mondiales et des politiques réelles.

Cette économie se caractérise par:

- l'institution de la propriété privée soutenue par des garanties juridiques;
- la diffusion de la libre entreprise et de la compétition;
- la suprématie de la production commerciale avec comme but de vendre sur les marchés compétitifs, par opposition à la production de subsistance;
- l'objectif prédominant est de maximaliser la satisfaction des consommateurs.

Les ressources productives, les biens et les services sont alloués et distribués, entre les activités et utilisations différentes, appelées mécanismes du marché.

Ce mécanisme a les caractéristiques suivantes:

a) les décisions: quoi, où, quand, combien produire, sont prises par les unités économiques individuelles: l'individu, la famille, la compagnie.

b) Ces unités individuelles fondent leurs décisions sur les alternatives disponibles, exprimées par le prix du marché des biens, des services et des ressources qu'elles ont devant elles et ne peuvent pas les changer.

c) Les prix sont déterminés en fonction du poids de l'offre et de la demande.

Ce système économique ouvre une large place à la compétition “parfaite” et à la “main invisible”. Enfin, dans le système capitaliste le fait que chaque agent économique individuel cherche à satisfaire ses propres intérêts est en soi-même capable de conduire à la satisfaction des intérêts de la nation.

2.3.3 - Economie de marché capitaliste développée

Si l'exemple d'une économie de marché capitaliste “pure” repose sur le principe fondamental de la propriété et de l'utilisation des ressources totalement privés, et si derrière le processus décisionnel se trouve l'unité économique individuelle privée, en réalité la plus grande partie des économies de marché capitalistes du monde développé sont un mélange de différents régimes de propriété des ressources et de prise de décision économiques, publiques et privées. Tout au long des années, les gouvernements ont pris un contrôle croissant des activités économiques regroupées, à travers soit la politique monétaire et fiscale soit à travers une participation croissante aux activités économiques sous forme d'industries nationales, d'entreprises publiques et de programmes d'investissements publics. En outre, puisque de telles sociétés capitalistes ont dévié toujours davantage de leur monde idéal de compétition entre unité productive, leurs gouvernements ont été appelés, de plus en plus fréquemment, à modérer et régler les activités et les conséquences indésirables de l'augmentation du nombre des gigantesques corporations monopolisatrices.

De nos jours, dans la plupart des nations développées dont économie est orientée vers le marché, les gouvernements jouent de multiples rôles économiques directs et indirects. Ce sont: les activités dans le domaine des projets économiques, la réglementation de l'activité des corporations privées, la taxation des individus et des corporations privées, l'allocation des dépenses publiques, la participation aux investissements directs, l'administration des entreprises publiques, l'exercice et la réglementation du commerce étranger, la gestion et le contrôle des salaires, la fixation des taux d'intérêts et d'autres prix, la redistribution de revenu et une série d'activités diverses.

De cette manière, bien que les institutions de propriété privée et la notion de liberté économique individuelle soient toujours présentes dans la rhétorique des sociétés capitalistes avancées, la distinction entre les activités économiques privées et publiques, entre la détermination et la non détermination des prix et des salaires par le marché, entre les intérêts privés et les intérêts publics, est devenue de plus en plus confuse. Sous plusieurs aspects, la “main invisible” du mécanisme de marché a été remplacée par la “main d'orientation” du gouvernement central comme principale force économique des sociétés capitalistes.

2.3.4 - Economie de marché socialiste

Pendant plusieurs années, les économistes ont eu des opinions divergentes sur les implications sociales du modèle d'économie de marché pur.

D'une part, le mécanisme automatique d'ajustement des prix compétitifs (pour lequel les prix seraient utiles pour allouer les ressources, les biens et les services à travers un mouvement automatique ascendant et descendant en équilibrant l'offre et la demande), capable de promouvoir l'efficacité à travers des signes d'incitation lancés aux unités économiques individuelles, a été considéré comme un des dispositifs importants et utiles au fonctionnement d'une économie.

D'autre part, la propriété privée des ressources et les tendances de concentration de ces propriétés entre les mains de quelques-uns afin de permettre que les forces de marché distribuent les richesses de manière extrêmement inégale, a poussé quelques économistes à soutenir l'abolition de la propriété privée des ressources (en excluant la main d'oeuvre) en maintenant les caractéristiques essentielles du mécanisme de marché.

Le système qui en a résulté est connu comme “socialisme de marché” ou “socialisme décentralisé”,

dans le sens que l'idéal socialiste de la propriété collective des ressources était combiné avec l'idéal capitaliste des décisions concernant les prix et les profits au niveau des activités économiques individuelles décentralisées.

Enfin, les systèmes économiques socialistes de marché tâchent de tirer le meilleur des deux mondes: le mécanisme des prix et l'efficacité du capitalisme de marché, et l'égalitarisme socialiste de la production et de la distribution.

2.3.5 - *Economie de marché "dirigée" à partir du centre*

Cette économie est en totale opposition avec l'économie capitaliste de marché.

L'économie socialiste directe est basée non seulement sur la propriété collective de toutes les ressources productives mais aussi sur une substitution complète du mécanisme des prix de marché par la planification centrale de toutes les activités économiques. Il y a une espèce de comité de planification central en haut de la pyramide, tandis qu'à la base il y a des milliers de compagnies et d'entreprises qui agissent individuellement, mais qui sont une propriété de l'Etat dont le rôle est d'exécuter les directives et obtenir les objectifs de production fixés par le comité. Les prix sont déterminés par le centre. Les plans régionaux et nationaux sont établis tous les ans en déterminant les méthodes de production et les besoins de ressources pratiquement pour tous les secteurs de l'économie.

Les besoins de ressources et les disponibilités sont contrebalancées en fonction des allocations fixées à partir du centre, contrairement aux prix du système de marché.

L'économie tend à avoir la capacité de mobiliser d'une manière efficace des ressources économiquement pauvres et de les canaliser vers une utilisation plus productive à long terme.

A titre d'exemple, on peut voir en cela comme une forme de propriété: privée, communale, coopérative et nationale.

La propriété privée est assez limitée puisqu'elle concerne de petits équipements, des maisons rurales, quelque résidences en ville et de petites parcelles de terres pas négociables.

La propriété communale comprend presque toutes les terres et tous les moyens de production agricole et les industries.

La propriété coopérative comprend les activités économiques non rurales, la commercialisation, avec tous les employés, en partageant la propriété de ces activités.

La propriété nationale s'étend à toutes les terres et les moyens de production qui n'appartiennent ni aux communes ni aux coopératives.

2.3.6 - *Economie mixte de marché (capitaliste) et planifiée (socialiste)*

La plupart des pays développés, à l'exception de la Chine, de Cuba et de la Corée du Nord peuvent être classés comme ayant des systèmes mixtes, capitalistes et socialistes.

Des degrés variables de propriété privée des ressources coexistent avec un secteur important de participation publique dans les activités économiques. Souvent, les ressources sont de propriété commune, avec des intérêts publics et privés.

D'une manière générale, l'Etat exerce un rôle plus important dans les économies des pays du Sud (le Tiers-Monde) que dans les sociétés capitalistes développées.

Observation: en ce qui concerne les systèmes économiques il convient toujours de parler de tendances. Les économies des différents pays ne se présentent jamais à l'état pur. On peut aussi comparer les différents systèmes entre eux mais on n'obtiendra qu'un tableau de référence.

A l'université de Varsovie est apparue une fois sur le tableau noir la phrase suivante: "Le capitalisme c'est l'exploitation de l'homme par l'homme; le communisme c'est l'inverse".

(Source: TODARO, M.P. *Introdução à Economia: uma visão para o Terceiro Mundo*. Rio de Janeiro: Campus, 1981.)

2.4 - Organismes et organisations

Aujourd'hui, l'économie est assez dirigée et planifiée. Il y a de grandes organisations, des groupes d'intérêt, des corporations qui ont, en même temps, un ensemble d'intérêts politiques très bien structuré et organisés. Dans l'économie, les choses n'arrivent pas au hasard. On prend des décisions et on les met en oeuvre. Il est donc fondamental que l'on tienne compte de cette situation. Nous allons présenter synthétiquement les organismes qui sont aujourd'hui le plus influents par rapport aux décisions qui sont prises.

2.4.1 - OCDE - Organisation de Coopération et Développement Économique

C'est une organisation créée en 1961 en remplacement de l'OECE - Organisation Européenne de Coopération Économique. L'inclusion des USA et du Canada et l'adoption de l'aide au développement comme un des objectifs ont justifié le changement du nom. Cet organisme a intégré les membres précédents. Il comprend: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Hollande, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, USA, Canada, Espagne, Japon, Australie et Nouvelle Zélande.

Depuis 1990, ont été admis cinq autres pays économiquement plus faibles qui sont liés par un traité à l'Union Européenne ou à la zone Américaine de commerce libre, la NAFTA. Ces pays sont les suivants: la Turquie, le Mexique, la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.

Les objectifs de l'OCDE sont les suivants: encourager la croissance économique, le volume de l'emploi et la stabilité financière entre les pays membres, et aussi contribuer au développement économique d'une façon générale et à l'expansion du commerce multilatéral.

L'OCSE fonctionne à travers les différentes commissions aidées par un secrétariat et publie régulièrement des bulletins statistiques, des rapports et des études spécifiques. Elle a été considérée comme importante en tant que forum de discussion sur les problèmes monétaires internationaux et de promotion, et en tant qu'aide et assistance technique aux pays en voie de développement.

2.4.2 - OMC - Organisation Mondiale du Commerce

D'une certaine façon, elle remplace l'AGTDC (General Agreement on Trade and Tariffs = Accord Général sur le Commerce et les Tarifs) qui a terminé ses activités à la réunion de Marrakech (Maroc) à laquelle 97 pays ont paraphé un accord pour la constitution de l'OMC à partir du 1995. A la différence de l'AGTDC, l'OMC a un caractère permanent et elle se met à fonctionner pleinement en 1999.

2.4.3 - BIS Bank for Settlements (Banque de paiements internationaux)

C'est une institution financière créée en 1930 et installée à Bâle (Suisse).

Elle a pour objectif de promouvoir la coopération entre les banques centrales et de faciliter les opérations financières internationales. Elle fonctionne surtout comme organisme coordonnateur des mouvements financiers internationaux à court terme. Beaucoup de ses fonctions sont passées au FMI bien qu'en milieu européen cette institution ait maintenu un rôle de banque centrale.

Elle est dirigée par les représentants des banques centrales de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France, de la Suisse, de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas et de la Suède.

2.4.4 - Groupe des Sept (le G-7)

Groupe international constitué par les dirigeants des sept économies les plus fortes du monde qui se réunissent tous les ans pour coordonner la politique économique, monétaire et financière mondiale.

Il comprend: les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Grâce à son importance politique et militaire la Russie a été invitée à participer ce qui fait apparaître la dénomination "G-7+1".

2.4.5 - le Club de Paris

Actuellement, le Club de Paris ou Club des Créanciers ou encore le Groupe des Dix, consiste en un mécanisme en vue de discuter les refinancements multilatéraux des dettes des pays qui ne sont pas membres de l'OCDE.

L'OCSE a étendu son activité sur un domaine d'opérations plus ample que celui de l'OECE et un de ses objectifs était de "collaborer à l'expansion du commerce mondial sur la base des pratiques multilatérales et non discriminatoires" ce que signifiait l'augmentation du commerce avec tous les pays du monde.

En réalité, les années de l'après-guerre ont été caractérisées par de grands superavits dans la balance de paiements des USA et par la pénurie de dollars au niveau international. Pour défendre leur industrie et le niveau de l'occupation interne et maintenir un équilibre de la balance des paiements, les pays industrialisés de l'Europe ont appuyé l'exportation à grande échelle. La contrepartie a été l'obtention de certains avantages spécialement offerts aux importateurs en ce qui concerne le financement de leurs acquisitions dans les pays européens.

L'Amérique Latine est devenue un pôle d'attraction pour l'expansion des exportations européennes, et non seulement de celles-ci parce qu'elle constituait un marché dynamique en croissance, mais aussi parce qu'elle avait accumulé des réserves monétaires pendant la Deuxième Guerre Mondiale. Cependant, cette capacité d'acquisition ne s'est pas maintenue longtemps et déjà dans les années 50 quelques pays latino-américains, à commencer par l'Argentine et le Brésil, trouvèrent des difficultés pour solder leurs engagements auprès des pays de l'OECE.

Pour traiter de ces problèmes, on a constitué une place de négociations appelé Club de Paris, c'est-à-dire, une réunion de créanciers pour discuter le problème de la dette des pays qui ne sont pas membres de l'organisation.

2.4.6 - FMI - Fonds Monétaire International

C'est une organisation financière internationale créée en 1944 à la Conférence Internationale de Bretton Woods (au New Hampshire, USA).

C'est une agence spécialisée dans l'ONU, avec siège à Washington, qui fait partie du système financier international, à côté de la BIRS (Banque Internationale de Reconstruction et de Développement).

Le FMI a été créé avec le but de promouvoir la coopération monétaire dans le monde capitaliste, de coordonner les parités monétaires (en évitant les dévaluations de concurrence) et de constituer des fonds entre les pays membres pour venir en aide aux pays en difficulté dans les paiements internationaux.

Presque tous les pays relativement industrialisés (avec exception des pays socialistes) font partie

de l'organisation. Chaque pays contribue pour part au fonds (un quart en or et le reste en monnaie nationale courante) et nomme un délégué et un suppléant pour le représenter.

Le fonds est dirigé par 20 directeurs (cinq sont nommés par les pays qui ont le nombre le plus élevé des quote-parts et les autres sont élus parmi les représentants), qui élisent parmi eux un directeur général.

Une des principales fonctions du fonds est de régler la parité des monnaies (son rapport avec l'or). Dans les premières années de la mise en oeuvre du fonds, si un pays voulait changer ce rapport il aurait dû envoyer une proposition au FMI pour que ce dernier étudiat les conséquences du changement au niveau international. L'organisation essayait ainsi, de maintenir constants les taux d'acquisition et de vente des différentes monnaies entre elles.

À partir de le 1971, avec la chute de la cotation des monnaies en or, le Groupe des Dix (les USA, l'Angleterre, le Canada, l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Suède et le Japon) a établi une nouvelle "valeur centrale", en dévaluant le dollar de 10 % et en permettant une variation des autres monnaies autour de 2,25% de cette valeur. Pour régler les aides aux pays en difficulté dans la balance des paiements on a créé en 1967 le droit spécial de prélèvement qui fonctionne comme une monnaie scripturale acceptée internationalement et dont la parité est réglée par un ensemble de seize monnaies. Chaque pays a son DES en proportion des quotes-parts qu'il possède. Les valeurs les plus élevées peuvent être demandées directement à la direction du FMI. En ce cas, les aides sont liées au but proposé et doivent être affectées dans des délais qui varient de trois à cinq ans. Chaque fois qu'elle est sollicitée, l'organisation envoie ses représentants pour trouver des solutions aux problèmes des pays membres en particulier quand ils affrontent des situations économiques instables (inflation importante, chute des exportations, etc.), en permettant une adoption rapide des mesures de correction pour que les difficultés intérieures ne se répercutent pas sur le commerce international.

Aussi dans des cas de demande d'aide, le FMI, fidèle à sa politique monétaire (taux de change unique et fixe, monnaie convertible, coupe dans les dépenses publiques, contentieux salarial, etc.) offre son assistance qui ne correspond pas toujours aux intérêts des pays en développement, car elle provoque d'habitude des effets récessifs dans l'économie, avec des coûts sociaux élevés.

2.4.7 - Conférence de Bretton Woods

Ainsi est née la Conférence monétaire et financière des Nations Unies, qui s'est tenue au mois de juillet 1944, au Bretton Woods (New Hampshire, USA), avec des représentants de 44 pays pour aménager la stabilité économique internationale et des monnaies dévaluées par la Seconde Guerre Mondiale.

Les accords paraphés à Bretton Woods ont prévalu auprès des pays capitalistes chapeautés par les États-Unis, aboutissant ensuite à la création du FMI et de la BIRS.

3. Le néolibéralisme et la mondialisation

3.1 - Le libéralisme

Par libéralisme on entend une doctrine politique et économique qui a pour but d'assurer la liberté des individus et de délimiter le pouvoir de l'Etat. Les idées libérales - formulées en Europe entre le XVII^e et le XIX^e siècles - défient les Etats absolutistes et mercantilistes de cette époque à la faveur de l'institution des gouvernements constitutionnels basés sur le marché libre. Leur diffusion est liée au développement du capitalisme et à la croissance de la classe bourgeoise.

Aussi bien sous l'aspect théorique qu'au niveau pratique il n'est pas possible de séparer le libéralisme et le néolibéralisme. Si nous le distinguons c'est pour des exigences didactiques.

3.1.1 - Le libéralisme politique

Les lignes directrices d'un Etat libéral sont expliquées par l'Anglais John LOCKE (1632-1704) en Deux Traités sur le Gouvernement (1690). LOCKE a élaboré la théorie des droits naturels selon lesquels les individus ont, par nature, des droits inaliénables à la vie, à la liberté et à la propriété. La société civile, constituée librement par les hommes, existe pour préserver ces droits sous la protection de la loi.

En France, le philosophe MONTEQUIEU (1689-1755) écrit De l'Esprit des Lois où il défend la séparation des pouvoirs (Législatif, Exécutif et Judiciaire) un principe incorporé ensuite aux constitutions libérales. Plus tard, cette doctrine reçoit la contribution de STUART MILL (1806 - 1873).

Le libéralisme a influencé les mouvements importants de l'âge Moderne. La Révolution Glorieuse de l'Angleterre en 1689 marque le triomphe complet du Parlement sur le pouvoir du roi. Aux États-Unis, les principes libéraux sont fixés dans la Déclaration de l'indépendance de 1776. En France, ils assument l'hégémonie après la Révolution Française.

3.1.2 Le libéralisme économique

Les théoriciens du libre échange condamnent principalement les politiques et les pratiques mercantilistes soutenues par l'Etat. D'après eux, la dynamique: production, distribution et consommation des biens est soutenue par des lois naturelles qui doivent être connues et observées. Ainsi, la fonction de l'Etat est d'assurer le fonctionnement de ces lois et la propriété privée.

Le principal théoricien de cette idéologie est l'Écossais Adam SMITH (1723-1790), auteur d'Une Recherche sur la Nature et la Cause de la Richesse des Nations (1776). Dans cet ouvrage, il propose un modèle économique basé sur un jeu libre de la demande et de l'offre, le laissez-faire.

Pour cet auteur, la richesse est dans le travail humain qui doit être soutenu par la libre initiative des entrepreneurs. Sa théorie est enrichie par les oeuvres de Thomas Robert MALTHUS (1766 - 1834) et David RICARDO (1772-1823).

Les idées libérales restent dominantes jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Depuis lors, elles perdent leur vigueur et cèdent surtout place à une plus grande participation de l'Etat dans des secteurs comme la santé et l'éducation, avec comme objectif celui de dépasser les inégalités sociales.

En forme réduite, on peut dire que les thèses centrales du libéralisme sont les suivantes:

a) "Le moins possible d'intervention de l'Etat et de la politique". Il prône donc une dépolitisation du marché et la liberté absolue de circulation des individus et des capitaux privés. Cela a déjà été annoncé par SMITH;

b) La défense intransigeante de l'individualisme;

c) Le thème de l'égalité sociale est apparu, dans le discours des libéraux et des néolibéraux, seulement comme égalité des chances et des conditions de départ égales pour tous. Le libéralisme est toujours resté opposé à un degré plus haut d'égalité entre les individus et les groupes sociaux à travers une intervention publique guidée par le principe de l'universalité ou de l'égalité des résultats. Le libéralisme a toujours soutenu que les conditions de départ doivent être égales, après quoi les différences et la capacité de chaque individu mènent inévitablement à des résultats différents, parfaitement légitimes et nécessaires à la dynamique même de la société capitaliste démocratique.

3.1.2.1 Différences entre le libéralisme initial et le libéralisme de la fin du siècle

Pour les réflexions qui suivent, nous nous sommes servis de l'oeuvre de José Luís FLEURS, Os moedeiros falsos (Les faux monnayeurs). Petrópolis: Vozes, 1997.

En dépit du fait qu'il y a des points stables dans le libéralisme comme ceux qu'on vient de citer, il y a des différences qu'il faut souligner dans le libéralisme de cette fin de siècle.

à) - La première différence: aujourd'hui l'individualisme libéral se présente avec la prétention explicite de se définir comme "individualisme méthodologique", une prétention de scientificité qu'il n'avait pas avant et qui se manifeste par une tentative d'atteindre un niveau de plus en plus élevé de sophistication du point de vue formel et mathématique. C'est dans ce sens que l'on doit entendre aujourd'hui les théories "des jeux", des "attentes raisonnables", du "choix public", si réputés dans les théories économiques.

b) - La deuxième différence: les idées et les politique ont marché ensemble et elles se sont nourries l'une l'autre entre les années 70 et 90. Souvent c'était la force des idées, l'idéologie, qui orientait la politique en ouvrant la voie à la déréglementation généralisée des marchés dans le monde.

c) - La troisième différence: la faillite du communisme et le progrès des idées politiques des néolibéraux dans l'est européen a offert à la pensée néolibérale des conditions qu'elle n'a jamais eues avant, une idéologie qui réussit à être acceptée presque universellement. C'est justement ce que Fukuyama a célébré y a peu de temps dans un livre sur la fin de l'histoire: l'idée que le libéralisme avait gagné urbi et orbi. Ceci peut ne pas être vrai, mais il est indiscutable que le libéralisme n'a jamais atteint une aussi grande diffusion et hégémonie que dans cette fin du millénaire.

d) - La quatrième différence: le néolibéralisme se présente comme une victoire idéologique qui ouvre les portes et confère la légitimité à une espèce de vengeance sauvage du capital contre la politique et les travailleurs. Ceci arrive parce que cette victoire survient à une époque où les politiques publiques et la lutte des travailleurs ont réussi ensemble à construire une oeuvre institutionnelle complexe et impressionnante qu'est l'État-providence. Le fondamentalisme libéral se dresse contre cette oeuvre.

3.1.2.2 - Les principales étapes jusqu'à aujourd'hui

La première étape: temps de résistance et de clandestinité. C'est une période pendant laquelle germèrent les idées exposées à la fin de la Seconde Grande Guerre, de l'économiste Frederick HAYEK, dans son livre *Cheminement de Servitude*. Il a anticipé l'idée d'un futur soulèvement contre l'intervention égalitaire de l'Etat-providence. Cependant, de longues années d'hégémonie et de succès de la pensée de John Maynard KEYNES et les idées sociales-démocrates ont retenu les idées ultralibérales de HAYEK dans une espèce de résistance clandestine.

La deuxième étape: début des années 60 quand les idées de Hayek et aussi de Milton FRIEDMAN commencèrent à prendre place dans les universités. Prennent forme les théories du "choix public", des "attentes raisonnables", la théorie des jeux appliquée à l'économie.

La troisième étape: passage du champ de la théorie au champ de la politique. Quand est-ce que cela arrive? Avec l'avènement au gouvernement des forces libérales-conservatrices: Madame Thatcher, en 1979 en Angleterre, Ronald Reagan, en 1980 aux USA, Helmut Kohl en 1982 en Allemagne. Dans cette période, et avec ces gouvernements les théories ont beaucoup perdu de leur dimension académique et elles furent traduites en pratique. Elles se sont transformées dans la politique de M. Thatcher organisée autour du trio: déréglementation, privatisation, ouverture commerciale. Par la suite, ces politiques sont appelées à faire partie des recommandations et des conditions du FMI, du BIRD et d'autres organisations.

La quatrième étape: défaite et implosion du monde communiste. À partir de ce moment, ces idées font un saut de qualité. C'est le moment auquel les idées néolibérales atteignent les dernières frontières de la résistance et se transforment en une utopie presque religieuse. C'est le moment auquel les pays de l'Amérique Latine et tant d'autres sont contraints à accepter les conditions de la négociation dans l'optique néolibérale.

3.2 Néolibéralisme

Aujourd'hui, par néolibéralisme on entend une doctrine politico-économique qui représente une tentative d'adapter les principes du libéralisme économique aux conditions du capitalisme moderne. Il s'est formé à la fin des ans 30 à travers les ouvrages de Walter LIPPMANN, des Français Jacques RUEFF, Maurice ALLAIS et L. BUDIN, des Allemands Walter EUCKEN, W. RÖEPKE, A. Rustow et Müller-ARMACK, et aussi grâce à l'ouvrage de HAYEK déjà cité.

Comme l'école libérale classique, les néolibéraux croient que la vie économique est soutenue par un ordre naturel formé à partir des décisions individuelles libres, dont le principal ressort est le mécanisme des prix. Cependant ils défendent un aménagement de l'économie de marché non pas pour l'étouffer mais pour assurer sa survie car ils ne croient pas, comme les anciens libéraux, en une auto-discipline du système.

Ainsi, par exemple, pour que le mécanisme des prix fonctionne il est indispensable d'assurer la stabilité financière et monétaire, sans quoi le mouvement des prix serait vicié.

L'aménagement de l'économie serait fait par l'Etat pour combattre les excès de la libre concurrence et par la création des marchés soi-disant concurrentiels comme le Marché Commun Européen. Quelques disciples du néolibéralisme prêchent la défense de la petite société et la lutte contre les grands monopoles dans la ligne de la loi américaine antitrust.

Sur le plan social, le néolibéralisme défend la limitation de l'héritage et des grandes fortunes, et la création de conditions d'égalité qui doivent permettre la concurrence.

A présent, le terme est appliqué à ceux qui défendent la réalisation libre des forces de marché, la fin de l'interventionnisme d'Etat, la privatisation des usines nationales et même des services publics essentiels, l'ouverture de l'économie et son intégration plus complète dans le marché mondial.

3.2.1 - *Le consensus de Washington*

Aujourd'hui, c'est une des expressions du néolibéralisme. Ce sont les politiques établies lors d'une rencontre tenue à Washington au début de l'année 1990.

On y a visé: (1) l'ouverture de l'économie à travers la libéralisation financière et commerciale, et l'élimination des barrières aux investissements étrangers directs; (2) la stabilité économique obtenue à travers la discipline fiscale, la réforme fiscale, la stabilité des changes et la réorientation des dépenses publiques qui doivent être canalisées vers la santé, vers l'éducation et vers les infrastructures; (3) la réduction de la participation de l'Etat dans l'économie par des programmes de privatisation et de la déréglementation à l'égard des produits de base sous le contrôle de l'Etat.

En Europe, le pays qui est allé le plus loin dans cette direction c'est l'Angleterre, en particulier sous le gouvernement de Madame Thatcher. D'autres nations comme la France, l'Allemagne, la Suède ont adopté ces politiques tout en maintenant, dans le même temps, une participation forte de l'Etat, la protection du commerce et en réglementant la politique du bien-être social.

Les États-Unis suivent aussi la recette néolibérale tout en maintenant le protectionnisme en quelques secteurs et un déficit public énorme, surtout pendant le gouvernement Reagan.

D'une façon générale, dans le néolibéralisme le rôle de l'Etat se limite à discipliner le marché avec comme objectif de combattre les excès de la libre concurrence et assurer ainsi la survie du système.

3.2.1 - *Le phénomène du marché dans le néolibéralisme*

Il semble que pour certains auteurs le marché a des caractéristiques divines: il est omniprésent, immatériel, omnipotent. Dans le même temps, les libéraux mêmes ont peur du marché. Celui-ci devient incontrôlable, surtout le marché de l'argent, quand on commercialise l'argent. De quoi ont besoin les

gens?

Le monde des capitaux est loin et il n'est pas intéressé à la production. Les capitaux négociés ont deux caractéristiques: a) ils sont entre les mains des particuliers et échappent au contrôle des autorités publiques, nationales ou internationales; b) ils sont réalisés en "temps réel" partout: en peu d'instant on peut transférer des milliards de Hong-Kong à Francfort, de Milan au Tokyo. Il n'y a pas moyen de les contrôler. Le pouvoir économique n'est pas localisé géographiquement.

George Soros, un méga-spéculateur nord-américain d'origine hongroise, disait dans une interview: "Aujourd'hui, les marchés votent chaque jour. Ce sont eux qui obligent les gouvernements à adopter des mesures impopulaires mais indispensables. Aujourd'hui, ce sont les marchés qui ont le vrai sens de ce qu'est l'Etat".

On peut se demander: quel est l'avenir de l'Etat? de quel type d'Etat avons-nous besoin? de quelle autorité disposera cet Etat? à qui appartient de décider ce qu'il faut produire? quelle possibilité a le marché pour savoir ce qui est le mieux pour les citoyens?

Dans le néolibéralisme, le marché cherche le maximum de profit, chose qui n'est pas un mal en soi-même. Le problème est que le profit ne répond pas aux besoins des gens. Le marché est celui des capitaux et il est unique dans le monde entier. Tous s'adressent à lui, les plus forts, les plus faibles, avec des différences abyssales. CHIAVACCI, Enrico (1977, p. 12) indique quelques conséquences que le marché libre peut apporter:

- le système n'est pas intéressé à satisfaire les besoins élémentaires du développement humain mais seulement les besoins qui maximisent le profit;

- le système n'est pas intéressé à la maximisation de la production. Aujourd'hui il est possible de maximiser le profit en réduisant la production;

- le système n'est pas intéressé au travail sinon comme à un facteur de production duquel on doit extraire le maximum de production et minimiser les coûts: créer plus de postes de travail et améliorer ses conditions, ce sont des choses qui lui sont étrangères, des éléments qui dérangent le système;

- Le système n'est pas intéressé à savoir ce qui est produit grâce au capital investi, mais seulement quel est le profit obtenu. La production des médicaments ou des armes, des écoles ou de la drogue ce sont des choix qui n'intéressent pas l'investisseur.

- Le système n'est pas intéressé au problème écologique. Les installations non polluantes, l'économie des ressources non renouvelables, les sources d'énergie plus chères mais moins polluantes augmentent les coûts et réduisent le profit.

4 - LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

Ce texte veut servir comme lecture préliminaire en préparation à la Conférence générale qui traite d'Économie et Royaume de Dieu. Après avoir vu quelques réflexions sur le libéralisme dans le contexte de la mondialisation et un dictionnaire élémentaire sur le sujet nous passons à la Doctrine Sociale de l'Église comme critère d'analyse et de jugement de la situation économique du moment.

Tout au long de l'histoire l'Église a toujours été attentive à la question sociale et économique de la société. Ceci a fait naître, peu à peu, quelques éléments doctrinaux qui nous servent comme critères d'analyse. Ils sont connus comme principes d'organisation de la société. La doctrine sociale de l'Église rappelle l'attention sur les principes anthropologiques qui la sous-tendent. L'homme est toujours le centre et la raison des activités économiques. Le point de départ et le point d'arrivée c'est l'homme dans toutes ses dimensions.

Un système ou une organisation socio-économique qui n'aurait pas comme centre la personne serait exposée à la critique, elle perdrait sa raison d'être. Les activités économiques ont une raison d'être

dans la mesure où elles se réfèrent à la personne et collaborent à la réalisation pleine de tout un chacun et de l'ensemble des personnes.

D'une manière synthétique, nous présentons quelques principes qui servent comme critères d'analyse et de jugement pour des activités économiques selon la Doctrine Sociale de l'Église.

4.1 - Principe de la solidarité

Ce principe affirme en même temps l'individualité et le caractère social de l'être humain. L'être humain n'est pas seulement un individu. C'est un individu social et, en même temps, il ne se dissout pas dans le social. L'être humain en tant qu'individu ne disparaît pas. Il est essentiellement individu et essentiellement social en même temps.

On évite ainsi les extrêmes et les déséquilibres aussi bien de l'individualisme que du collectivisme. "On rejette aussi bien l'individualisme qui nie la nature sociale de l'homme et ne voit dans la société qu'une association d'intérêts privés que le collectivisme qui vole à l'homme sa dignité personnelle et le réduit à n'être qu'un pur objet des processus sociaux et surtout économiques. Le principe de la solidarité ne se trouve pas dans la voie intermédiaire entre individualisme et collectivisme, mais il affirme une nouvelle qualité des rapports entre l'homme et la société étant donné qu'il se positionne en même temps à la racine de la dignité personnelle et de la physionomie essentiellement sociale de l'homme" (HÖFFNER, Joseph, Christianisme et société - introduction à la Doctrine sociale de l'Église. Petrópolis,: Vozes, 1970, p. 27-28).

Le principe de la solidarité évite la réduction à l'une des deux formes: ou l'individu ou la société. L'homme est un individu social. Les deux dimensions sont unies solidairement (solidariser: assembler deux pièces en les rendant dépendantes l'une de l'autre). Il n'existe pas d'être humain dans lequel il n'y aurait pas cette solidarité de l'aspect individuel et de l'aspect social. Le déséquilibre qui met l'accent sur l'une des formes a comme conséquence l'individualisme ou le collectivisme (cf. Quadragesimo Anno, 46).

Dans l'ordre des valeurs éthiques définis par la Doctrine Sociale de l'Église, le respect de la personne et de sa conscience est fondamental.

4.2 - Principe du bien commun

Un des grands défis pour la doctrine sociale chrétienne est la tension entre l'intérêt particulier et le bien commun. Le principe du bien commun, en vue de l'ordre social, serait "cet ensemble de conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée" (GS, 26).

"La priorité du bien commun par rapport au bien privé ne se vérifie que dans la mesure et dans la proportion où l'homme comme membre d'un ensemble est contraint à une formation sociale déterminée. L'homme est toujours membre d'une formation sociale d'un point de vue chaque fois différent" (HÖFFNER, 1970, p. 35).

Au cas où il y aurait un conflit entre le bien commun et le bien particulier, le premier doit toujours prévaloir. Ainsi on favorise un nombre plus grand de gens qui voient leurs besoins satisfaits en créant de meilleures conditions de vie pour plus de gens.

4.3 - Principe de subsidiarité

Le terme subsidiarité dérive de "subsidium, subsidiarius" ce qui veut dire "aide de réserve". Le mot vient du dictionnaire militaire romain. Subsidiarius était un soldat de réserve ou aussi "subsidiarii cohortes", qui étaient des cohortes de réserve qui venaient tout de suite derrière l'arrière-garde de l'armée romaine.

“Appliquée à la société, subsidiarité signifie l'intervention supplémentaire de la partie d'une formation plus grande en faveur des individus et des groupes sociaux plus petits, l'Etat et les institutions organisées constituant, dans la majorité des cas, le domaine des soit-disant formations sociales majeures” (HÖFFNER, 1970, p. 38).

La définition du principe de subsidiarité a été proposée par “Quadragesimo Anno” (QA). Il s'agit, selon QA, d'un début de philosophie sociale: “Comme il est injuste de soustraire aux individus ce qu'ils peuvent faire par leur propre initiative et industrie pour le confier à la société, de la même façon, demander à une société plus grande et plus élevée ce que les sociétés inférieures peuvent atteindre est une injustice, cause d'un dommage grave et trouble de l'ordre social. Le but naturel de la société et de son activité est d'aider ses membres, et non de les détruire ni de les absorber” (QA, 79).

Le Pape Jean Paul II définit un peu différemment la subsidiarité en vue de la réalité contemporaine: “Une condition essentielle est de donner à l'économie un sens et une logique humaines. (..) Il faut libérer les différents champs de l'existence de la domination d'un économisme opprimant. Il faut ramener les exigences économiques à leur propre place et créer un tissu social multiforme de façon à empêcher le massification” (J. PAUL II. Discurso aos trabalhadores em São Paulo, 3.7.80. In Todos os pronunciamentos do Papa no Brasil. S. Paulo: Loyola, 1980, p 102-111).

On comprend la nécessité d'une autorité pour contrôler le marché. Il faut intervenir subsidiairement pour que “l'économisme opprimant” ne limite pas et n'envahisse pas les champs d'action typiques de l'individu ou de groupes intermédiaires.

Le principe de subsidiarité privilégie toujours les organisations intermédiaires: l'école, la famille, les associations, les syndicats, les partis, etc. Quand ces organismes ne réussissent pas à remplir leurs fonctions alors il appartient à un organisme ou à une formation plus élevée d'intervenir pour y suppléer. On doit toujours privilégier les organisations intermédiaires.

4.4 - Principe de la dignité de la personne humaine

Le point de départ de la Doctrine Sociale de l'Église est la dignité de la personne humaine, en particulier le but surnaturel de l'homme. L'homme a le droit de se développer intégralement comme personne, dans tous les aspects de sa vie personnelle et sociale. C'est pourquoi, une vision qui le réduit à l'“homo oeconomicus” est inacceptable.

L'homme est un être personnel doué de liberté. Sous l'aspect économique, la liberté se manifeste par le droit à la libre initiative, fondement de la propriété privée. L'intervention excessive de l'Etat s'est montrée nuisible au progrès, à la liberté et au développement personnel. (cf. ALVES, Antonio Aparecido. Économie et Doutrina Social da Igreja (mimeo), p. 6-7).

La dignité de la personne humaine est souvent offensée par les situations créées par le néolibéralisme et par la mondialisation. Regardons le cas de l'Afrique où sa propre culture avec toutes ses valeurs humaines est tout simplement oubliée pour des profits que l'on peut obtenir grâce à ses matières premières en les fournissant aux marchés des pays ayant une économie plus développée. Dans ces cas, la personne ne compte plus. La dignité personnelle a été éliminée (cf. KLZERBO, Joseph, Les grandes transformations du sud du monde).

4.5 - Le principe de la destination universelle des biens

Les biens existants sur la terre n'acquièrent sens et raison d'être que s'ils sont destinés à l'être humain et s'ils servent au bien de la personne et de la communauté. C'est l'être humain qui donne sens aux biens. Ils existent pour que l'être humain puisse réaliser pleinement son projet de vie.

Si les biens sont utilisés dans un autre but qui n'est pas la réalisation de l'homme, ils n'ont plus de sens. Leur destinée est de satisfaire les aspirations et les besoins humains. Si les biens sont utilisés simplement pour faire de l'argent, pour engendrer des capitaux qui n'arrivent jamais à celui à qui ils

sont destinés, c'est-à-dire à l'être humain, alors ces biens sont dénaturés.

Pour nous chrétiens, la Doctrine Sociale de l'Église nous sert de paramètre quand nous entendons émettre un jugement sur la société et sur l'économie de nos jours.

S'il est vrai que la caractéristique principale de l'économie d'aujourd'hui est le néolibéralisme dans un contexte mondial, les principes d'organisation d'une société chrétienne sont pour nous un motif de préoccupation face à cette situation. Nous ne pouvons pas rester indifférents. Notre qualité de religieux exige de nous une prise de position.

Si à la fin de la révolution industrielle la question sociale s'est imposée et l'Église a cherché à lui donner une réponse, de nos jours une question semblable ou plus grave encore se pose. Nos frères les plus faibles et sans défense sont frappés sans que nous nous en apercevions. Nous-mêmes, nous sommes frappés par le néolibéralisme et par la mondialisation dans leurs effets les plus négatifs et nous n'en sommes pas toujours conscients. Nous sommes des victimes nous aussi.

Le caractère prophétique de notre état de religieux demande une prise de position claire et courageuse.

P.S. Le texte présent a seulement pour but de nous sensibiliser à la situation et de nous provoquer à l'action. Une fois tenue la Conférence générale, qu'est-ce qui changera dans notre vie personnelle, communautaire, de Congrégation?

BIBLIOGRAFIA

ALVES, Antonio Aparecido. **Economia e Doutrina Social da Igreja** - leituras preliminares para o seminário sobre Economia e Reino de Deus. Província Brasileira Meridional (mimeo)

ANTONCICH, Ricardo; SANS, José Miguel M. **Ensino Social da Igreja**. Petrópolis : Vozes, 1986.

ÁVILA, Fernando Bastos de. **Pequena enciclopédia de doutrina social da Igreja**. São Paulo : Loyola, 1991.

BEAUDIN, Michel. **Pour une ecclésiologie et une pastorale prophétiques face au néo-libéralisme**. Montréal (mimeo).

BIGO, Pierre; ÁVILA, Fernando Bastos de. **Fé cristã e compromisso social** - elementos para uma reflexão sobre a América Latina à luz da Doutrina Social da Igreja. 2. ed. rev. ampl. São Paulo : Paulinas, 1983

BOURDIEU, Pierre (org.). **A miséria do mundo**. Petrópolis : Vozes, 1997.

CAMACHO LARAÑA, Ildefonso. **Doutrina social da Igreja** - abordagem histórica. São Paulo : Loyola, 1995.

CHIAVACCI, Enrico. Se il Giubileo si fa vangelo. In **Rocca**, n. 18, 1997, p. 28-38.

DONEGANA, Constanzo. **Eles, os excluídos** - superando a apartação social com a comunhão. São Paulo : Cidade Nova, 1995.

DREIFUSS, René Armand. **A época das perplexidades** - mundialização, globalização e planetarização: novos desafios. Petrópolis : Vozes, 1996.

ECONOMIA E REGNO DI DIO. Centro Studi SCJ : Dehoniana, Roma, 1998/3

FEATHERSTONE, Mike (org.). **Cultura global** - nacionalismo, globalização e modernidade. 2. Ed. Petrópolis : Vozes, 1998.

- FIORI, José Luís. **Os moedeiros falsos**. 3.ed. Petrópolis : Vozes, 1997.
- FORRESTER, Viviane. **O horror econômico**. São Paulo : Universidade Estadual Paulista, 1997.
- FUSER, Cláudia. **A economia dos bispos** - o pensamento econômico da Conferência Nacional dos Bispos do Brasil - CNBB (1952-1982). São Paulo : Biental, 1987.
- GALVÃO, Antônio Mesquita. **A crise da ética** - o Neoliberalismo como causa da exclusão social. Petrópolis : Vozes, 1997.
- HIRST, Paul; THOMPSON, Grahame. **Globalização em questão** - a economia internacional e as possibilidades de governabilidade. Petrópolis : Vozes, 1998.
- HÖFFNER, Joseph. **Doutrina social cristã** (versão de acordo com a 8ª. edição alemã). São Paulo : Loyola, 1986.
- KI-ZERBO, Joseph. *Le grandi trasformazioni dei sud del mondo*.
- LEURIDAN, Juan; MÚGICA, Guillermo. **Por que a Igreja critica os ricos?** - a justiça e a exploração segundo a tradição cristã. São Paulo : Paulinas, 1982.
- NAISBITT, John; ABURDENE, Patricia. **Megatrends 2000** - dez novas tendências de transformação da sociedade nos anos 90. São Paulo : Amara-Key, 1990.
- NAISBITT, John. **Paradoxo global**. Rio de Janeiro : Campus, 1994.
- STRAHM, Rudolf H. **Subdesenvolvimento** - por que somos tão pobres? 2.ed. Petrópolis : Vozes, 1992
- SUNG, Jung Mo. **Desejo, mercado e religião**. Petrópolis : Vozes, 1998
- _____. **Deus numa economia sem coração** - pobreza e neoliberalismo: um desafio à evangelização. 2.ed. São Paulo : Paulus, 1992.
- _____. **Teologia e economia** - repensando a teologia da libertação e utopias. Petrópolis : Vozes, 1994.
- _____. **A idolatria do capital e a morte dos pobres** - uma reflexão teológica a partir da dívida externa. São Paulo : Paulinas, 1989.
- THURLOW, Lester C. **O futuro do capitalismo** - como as forças econômicas moldam o mundo de amanhã. Rio de Janeiro : Rocco, 1997.
- TODARO, M.P. **Introdução à economia: uma visão para o Terceiro Mundo** - uma introdução aos princípios, problemas e políticas para o desenvolvimento. Rio de Janeiro : Campus, 1981.